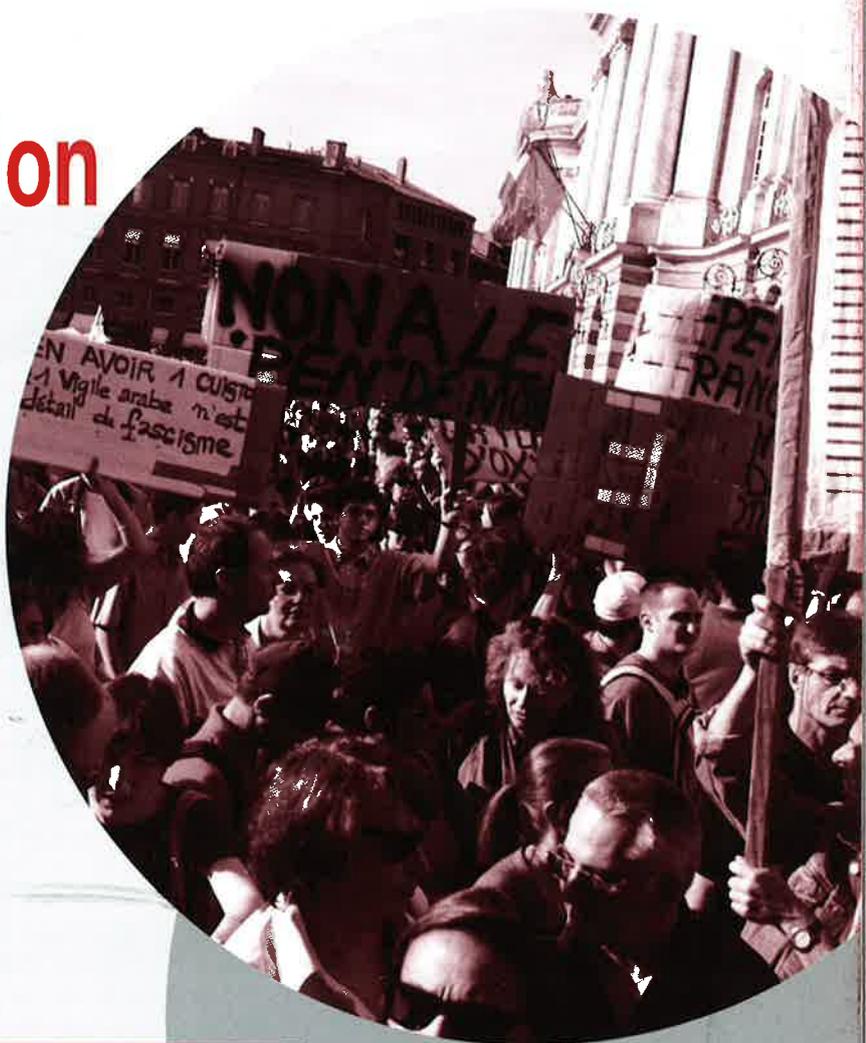


Dossier

syndicalisation et vie syndicale



Vos luttes dans la région

Action européenne 2 et 3 avril

Vie syndicale

Reconversion industrielle

Santé-Protection sociale

Indemnisation azf : de nouveaux résultats

informations

N°152 • FEVRIER 2004

Dossier

• Syndicalisation et vie syndicale

Editorial

2

A la une

3

- élections régionales

Vos luttes dans la région

4

- 3 avril 2004
- COMAU
- Chercheurs
- BOSCH

Dossier

5/8

- enjeux syndicalisation
- état syndicalisation
- ensemble pour la dynamique
- dans les départements

Vie syndicale

9

- reconversion industrielle
- CSI

Santé-Travail

10

- indemnisation AZF

Brèves

11

- Mattéi
- Congrès
- Andorre
- web

Edito



Les appels à l'action se multiplient et la première quinzaine de mars sera marquée par une mobilisation dans de nombreux secteurs: construction, santé, éducation nationale, edf, recherche et aussi les privés d'emplois et les salariées. L'appel à l'action du CCN lancé fin janvier aux salariés a permis de fédérer les initiatives et contribue à l'évolution du climat revendicatif. En Midi-Pyrénées, trois manifs interprofessionnelles seront organisées ainsi que des initiatives dans les entreprises. Cependant nous avons besoin de travailler encore davantage les contenus revendicatifs afin de réaliser les convergences indispensables pour imposer d'autres choix favorables à l'emploi et au pouvoir d'achat, au développement de la protection sociale et des services publics. De nouvelles mobilisations se préparent les 2 et 3 avril prochain avec les syndicats d'Europe. A quelques jours des élections régionales, les salariés montrent qu'il ne peut y avoir de trêve sociale. D'autant que ces élections revêtent un enjeu important, avec la décentralisation, qui renforce le rôle d'intervention des régions sur le territoire notamment en matière économique. C'est aussi la première consultation nationale politique depuis 2002, le gouvernement n'a pas pris la mesure du choc du 21 avril et le Front National espère une nouvelle fois en tiré profit électoral. La cgt a décidé d'engager une campagne d'explications auprès des salariés pour leur démontrer à quel point le programme de l'extrême droite est opposé à leurs intérêts. Dans une déclaration de sa commission exécutive, la cgt indique: *"C'est en participant massivement au scrutin des 21 et 28 mars, en barrant la route au Front National, et en accompagnant cet acte citoyen par des actions revendicatives puissantes et déterminées pour le progrès social que les salariés feront le mieux entendre et comprendre cette exigence. C'est ce à quoi les appelle la Cgt."*



Bourse du Travail
19, place Saint-Sernin
BP 7094
31070 Toulouse cedex 7

Prix : 1€ • N°152 • Février 2004
N° d'inscription à la CP 579 D73

Directrice de la Publication :
Martine Bernard

Tél. 05 61 23 35 52

Fax 05 61 21 06 67

e-mail : cgt.crmp@wanadoo.fr

Crédit photos : Jean-Philippe ARLES

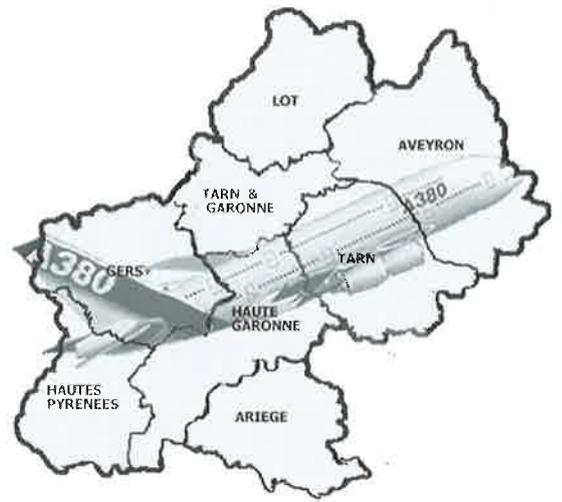
Imprimé par Midi-Pyrénées Impression

Martine BERNARD

secrétaire régionale

4/3/2004

élections régionales



le comité régional s'adresse aux candidats aux élections régionales (extraits)...

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique et d'aménagement du territoire, le conseil régional doit faire de ces préoccupations et exigences sociales la priorité de la politique régionale.

NOUS VOULONS LE PLEIN EMPLOI :

Le plein emploi est pour la CGT une priorité essentielle. C'est elle qui fonde sa proposition d'un nouveau statut du travail salarié tendant à assurer une véritable sécurité sociale professionnelle. La priorité du plein emploi doit inspirer l'ensemble de la politique économique, la politique industrielle et les propositions spécifiques visant à créer des emplois stables. Elle exige aussi des mesures propres à permettre une alternative aux suppressions d'emplois en donnant aux salariés et à leurs organisations syndicales des moyens réels d'intervention. Le Conseil Régional dans le cadre de ses prérogatives en matière de formation professionnelle doit y contribuer. Comme partout dans le pays, notre région connaît une vague de restructuration et de plan de suppressions d'emplois. En 2 ans nous avons recensé la disparition effective ou programmée de 8 500 emplois. Ce n'est que la partie visible de l'iceberg, elle touche les entreprises traditionnellement implantées dans notre région comme les entreprises de haute technologie.

L'industrie est la cible principale de cette restructuration dans les secteurs de la métallurgie, la chimie dont la moitié du potentiel régional a disparu, le textile, le spatial, la défense et maintenant l'électronique régionale avec l'annonce du retrait de Motorola du secteur des semi-conducteurs. Cette situation dégradée de l'emploi ne doit pas masquer qu'en 20 ans, tous secteurs confondus, les richesses créées par le travail ont augmenté de 60% tandis que la part de ces richesses affectées aux salariés a reculé de 7%, .../... Il n'est pas supportable de poursuivre dans la voie sans issue d'un accompagnement social des restructurations et des suppressions d'emploi avec de surcroît des financements publics, sans contrôle de leurs usages.../...

Parce que l'emploi est au cœur du développement régional il est urgent que s'exprime dans notre région cette volonté de faire de l'emploi le moteur de l'économie régionale. Cela passe selon nous par des mesures alternatives aux licenciements et des droits nouveaux d'intervention pour les salariés et leurs organisations syndicales, les populations.

NOUS VOULONS UN VÉRITABLE CONTRÔLE DES FINANCEMENTS PUBLICS :

.../...

Garantir et contrôler les aides publiques aux entreprises suppose la mise en place, dans la transparence, d'outils d'évalua-

tion, c'est pourquoi nous proposons la création d'une commission régionale de contrôle des aides publiques. De nouveaux droits sont indispensables pour les salariés, les comités d'entreprises voire également l'instauration, au niveau des bassins d'emploi du territoire régional, de commissions paritaires interprofessionnelles de l'emploi. A l'opposé du développement d'outils financiers publics régionaux, au service exclusif des entreprises, nous proposons, dans le cadre d'un financement des projets créateurs d'emplois, de créer un fonds régional pour le développement de l'emploi et des activités productives.

NOUS VOULONS UN AMÉNAGEMENT HARMONIEUX DU TERRITOIRE :

Fondé sur le développement et la modernisation des atouts économiques et l'implantation équilibrée des activités industrielles sur tout le territoire régional, le soutien aux filières (textile, bois, agroalimentaire...) et sur les nouveaux lieux d'organisation et de développement économique que sont les pays. Il faut pour cela développer de nouveaux droits pour les salariés siégeant dans les conseils de développement des pays et communautés d'agglomérations. Il faut garantir les équipements, les infrastructures, les services publics leur égal accès, et la péréquation sur l'ensemble du territoire régional (suite page 11)

2 et 3 avril... pour une europe plus sociale...

Les organisations syndicales françaises CGT, CFTC, CFDT, UNSA appellent à des journées européennes d'action les 2 et 3 avril décidées lors du comité exécutif de la CES. Ces journées d'action auront pour objectifs principaux la promotion de l'emploi ainsi que la défense des droits sociaux. L'emploi est la première des exigences sociales, la première préoccupation des salariés et de leurs organisations syndicales. La précarité se développe partout en Europe aux dépens du droit des salariés à une vie digne et épanouissante. Les politiques de

l'emploi développées tant en Europe que dans les différents pays ne sont pas à la hauteur des défis de l'accroissement du chômage et de ses conséquences. Seule une véritable stratégie européenne coordonnée permettrait de se rapprocher de l'objectif du plein emploi. Cela nécessite tout à la fois une forte volonté politique et une responsabilité accrue des entreprises pour trouver des alternatives aux licenciements... Toute réforme du système de santé doit garantir les principes d'égalité d'accès, de qualité, de proximi-



té... Les organisations syndicales CGT, CFTC, CFDT, UNSA appellent avec la CES et les autres syndicats en Europe à des initiatives d'information et d'expression dans les entreprises le 2 avril et des manifestations dans les grandes villes le 3. (extraits de la déclaration commune). En Midi-Pyrénées, elles organisent des manifestations dans les principales villes de la région, le comité régional appelle ses organisations à assurer le succès de ces journées d'action ■

COMAU

1 500 salariés et population de Castres et du département du Tarn s'étaient mobilisés ce 11 février à Castres, au cours d'une puissante manifestation pour réaffirmer leur volonté de défendre l'emploi et l'avenir industriel de leur territoire. Celui-ci fortement menacé par la décision de l'entreprise COMAU (filiale de Fiat), de licencier près de 200 salariés, fragilisant l'entreprise et compromettant son avenir. C'est forts de cette mobilisation, que les syndicats de COMAU et du TARN exigent du Préfet la tenue d'une table ronde.

Bosch

Le jugement qui rend justice à des salariés intérimaires de la région du Nord en requalifiant leur



contrat en contrat à durée indéterminée donne confiance. Compte tenu du recours systématique aux salariés intérimaires dans l'entreprise Bosch et ce, de manière permanente, le syndicat cgt a engagé

une large pétition pour exiger la création de postes et leur embauche définitive. Cette pétition a recueilli en quelques jours plus de 1000 signatures montrant la volonté des salariés de voir cette question décisive trouver des solutions rapides. 5 intérimaires ont été embauchés, 19 sont sur le point de l'être!

Chercheurs

Des milliers de chercheurs et de salariés de la recherche ont manifesté à Toulouse pour exprimer leur colère et dire non à la casse de la recherche publique, non à la remise en cause du statut de titulaire, et pour le développement de la recherche publique, pour l'obtention de crédits et d'emplois de titulaires

syndicalisation et qualité de vie syndicale...!

qualité de vie
syndicale et
syndicalisation
thème de la
réunion
confédéralisée
en région d'avril



Après le ccn sur la syndicalisation, les comités régionaux ont examiné leur implication dans la mise en oeuvre de la charte de la vie syndicale et la syndicalisation. Le Comité régional en a débattu et a retenu des propositions.

Extraits du rapport présenté par Marie Laurence BERTRAND:

"une étape, depuis la CE confédérale et le CCN de janvier, est franchie collectivement sur la compréhension des enjeux et dans la démarche politique de notre vie syndicale. Le besoin de mise en oeuvre concrète de la démarche Cgt est acté dans sa dimension revendicative et syndicale. En effet, il est plus que jamais urgent d'allier dans notre démarche la prise en compte des aspirations des salariés et la nécessité de faire vivre nos propositions en développant notre syndicalisme d'action. contestation - proposition - négociation - C'est urgent au regard des enjeux qui traversent la société ! Gagner de nouvelles conquêtes sociales, c'est ce que nous ambitionnons pour les salariés ; réussir cette ambition suppose de

mettre en oeuvre nos objectifs de syndicalisation et de renouveau du syndicalisme au travers de la qualité de la vie syndicale. C'est à ces conditions que nous réussirons à trouver les moyens nécessaires au déploiement de toute la CGT qui conditionne de réaliser rapidement le million d'adhérents. L'objectif d'un million d'adhérents que chacun connaît mérite sans doute qu'on y revienne. En effet l'état de nos forces, la faiblesse de nos adhérents constitue, comme peut-être jamais cela ne l'a été, un handicap au rapport de forces que nous voulons. Au contraire plus d'adhérents, plus de syndicats cela signifie un meilleur déploiement de toute la Cgt pour gagner de nouvelles conquêtes sociales, pas seulement limiter ou arrêter le recul social, ... cela nous renvoie à chaque fois sur notre conception du syndicalisme !

Quelle implication des comités régionaux dans la charte de la vie syndicale et la syndicalisation de la CGT?

Proposition est faite suite à la

réflexion menée par les groupes de travail, de tenir en région des réunions confédéralisées afin de faire le point de l'avancement du projet. Pourquoi la région ? Identification plus aisée du territoire pertinent à partir des données connues et non contraint par le périmètre (zones d'emplois, stats, étude des flux ...)

ensemble constituer la dynamique!

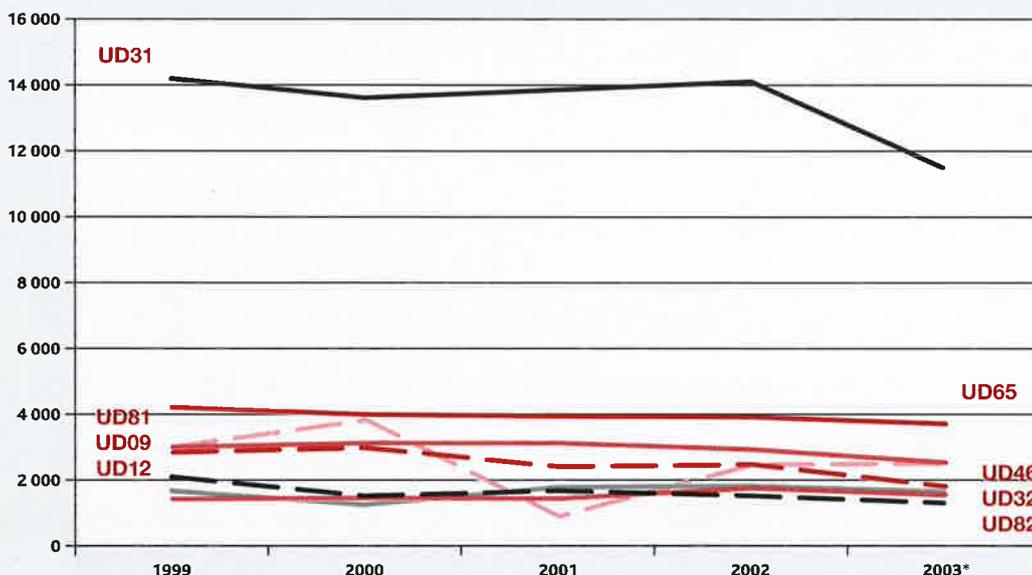
tion - bassins d'emplois. Il s'agit plus de confédéraliser les décisions prises au congrès que d'une mise en oeuvre par la confédération. Le plan de travail doit au contraire être élaboré du bas vers le haut selon une méthodologie de diagnostic/état des lieux - bilan d'étape.../...

Le comité régional a donc réfléchi à la façon dont il pouvait mettre en oeuvre en Midi-Pyrénées. Plusieurs questions se posent: comment déterminons-nous la ou les zones ? Pour qu'elles soient efficaces, chacun (e) ne doit-il pas faire au préalable un état des lieux?

syndicalisation en Midi-Pyrénées

adhérents en Midi-Pyrénées

(novembre 2003)



**syndicalisation,
renforcement,
en avant toute!**

par **Gisèle VIDALLET**
membre de la CE confédérale

- ne faut-il pas commencer à cibler les participants ?
- comment nous organisons-nous pratiquement ?
- quelle échéance nous fixons-nous ?
- ne serait-il pas intéressant de lier cette initiative à notre plan de travail revendicatif, par exemple se servir du groupe de travail emploi/territoire décidé par la conférence régionale pour réfléchir au(x) territoire(s) concerné(s) du fait de leur taille (ex. zone aéroconstellation) ou de leurs enjeux. Ceci pourrait aussi nous aider à l'établissement de l'état des lieux.
- au-delà de l'outil que peut constituer la réunion régionale, nous devons aussi réfléchir à notre manière de mutualiser le travail sur la région. Par exemple : Il est peut être nécessaire de se fixer des rendez-vous pour faire le point, par exemple le prévoir sys-

tématiquement à l'ordre du jour du comité régional.

- comment peut-on recenser et utiliser les idées que chacun a eues dans sa propre UD, voir même utiliser la connaissance plus précise qu'il a d'un outil ?
- Comment peut-on aider au diagnostic ?
- Comment utilise-t-on les outils à notre disposition (cesr - INSEE - BDF - conseils de développement - DATAR - infos de la confédé..)
- Ne peut-on pas commencer par un recensement de nos sources d'infos ? ...

La décision a été prise de tenir la réunion confédéralisée en région en avril avec le comité régional, les responsables de la qualité vie syndicale des UD, US, UL, les professions, la confédération.

Notre dernier C.C.N. a montré notre détermination commune à accentuer la mise en œuvre concrète de la 3ème résolution du 47ème Congrès et travailler au renforcement du syndicalisme Cgt.

Renforcer la Cgt, non pas pour elle, mais bien pour dans le pays, la région Midi-Pyrénées, nos départements, nos localités et bassins d'emploi, faire souffler un vent puissant. Le vent du syndicalisme rassemblé qui conteste, lutte, mobilise, propose, négocie et GAGNE !

Certes l'ouragan des mauvais coups est là et bien là. Le gouvernement Chirac Raffarin cédant aux chants des sirènes, tente inlassablement de saborder acquis et repères sociaux. Il a en point de mire la restructuration complète de la société et bannir à tout jamais toute notion de solidarité.

(suite page 7)

ensemble construire la dynamique !

*soyons efficaces
et agissons
ensemble sur
nos objectifs de
la charte
vie syndicale!*



Nos objectifs seraient-ils donc utopistes, nos ambitions démesurées? Non, ils s'appuient juste sur la confiance en l'équipage : ces centaines de milliers de syndiqués, d'élus, mandatés, militants Cgt. Un véritable arsenal de 700 000 adhérents, qui déployés auprès des salariés sont capables de renforcer la flotte de ceux qui combattent l'injustice, travaillent au rassemblement pour construire des mobilisations efficaces et conquérantes ! Pour cela nous avons besoin, à tout niveau de nos organisations, de soigner la qualité de notre vie syndicale :

■ réunir les syndiqués, leur permettre de découvrir et s'approprier la Charte.

■ les informer, les " outiller ", le 4 pages " **Ensemble renforçons la Cgt** " peut y contribuer.

Nous avons à convaincre chacun d'entre eux, leur donner confiance afin qu'ils apportent leur pierre à l'édifice. Les derniers sondages révèlent que l'état d'esprit des salariés envers le syndicalisme en général est bon. Le dernier sondage CSA fait apparaître que 51% d'entre eux font crédit à la Cgt pour défendre leurs intérêts.

Ils reconnaissent les capacités de notre organisation à faire des propositions pour gagner des droits nouveaux. Ce sont là des éléments de confiance pour aller à leur rencontre. Cela implique que nous sachions les localiser : où travaillent-ils ? dans quel secteur professionnel ? ont-ils contact avec une organisation syndicale ? sont-ils informés ? quels sont leurs besoins ?... Puis leur proposer l'adhésion, leur permettre de prendre toute leur place dans le syndicat, participer à la vie démocratique de l'organisation et à leur tour jouer tout leur rôle dans le déploiement et le renforcement du syndicalisme de conquête.

Nous avons donc pour cela à construire des plans de travail communs aux syndicats, UI, Ud afin de permettre à tous de partir à l'abordage du monde du travail, alors décidément oui, nous constaterons que la Cgt a le vent en poupe !

dans les départements...

en Haute-Garonne, l'UD recense 33 syndicats de plus de 100 adhérents, qu'elle a réunis récemment, pour discuter du plan de travail. Ils sont ciblés dans les objectifs de déploiement que s'est donné la cgt.

dans le Lot, l'UD a tenu une CE élargie pour débattre de la mise en oeuvre de la charte de la vie syndicale. 21 syndicats ont participé à cette réunion ou de nombreuses questions ont été débattues, telles que: comment combler le décalage entre le vote aux élections professionnelles, favorable à la cgt et le taux de syndicalisation? comment se déployer vers les petites entreprises ou la pression patronales est forte, investir des secteurs en fort développement comme les services et la grande distribution, conserver les syndiqués qui partent en retraite, agir pour conserver et fidéliser nos

syndicalisation : être à l'offensive...!

des résultats qui donnent confiance!



adhérents, avoir une formation syndicale qui ouvre sur l'interpro et la vie syndicale des syndicats etc... discussion autour du plan de travail et débat sur l'utilisation de la fiche "navette" qui concrétise l'engagement et les objectifs du syndicat et leur réalisation dans le temps.

en Tarn et garonne: à la suite d'un conflit qui a vu 95% du personnel participer à une grève pour obtenir le paiement des heures travaillées, les salariés de l'entreprise TNT (dépot de boissons) ont constitué leur syndicat pour se donner les moyens d'être plus forts. 45 adhésions ont été réalisées, le syndicat s'organise et les salariés se mobilisent à nouveau pour leurs revendications.

le comité régional: dans le cadre du groupe de travail emploi-territoires, a décidé de cibler 5 bassins d'emplois sur lesquels il va établir un diagnostic concernant les évolutions économiques et du salariat. L'objectif aider à la connaissance du territoire pour un meilleur déploiement de la cgt. Il s'agit de :

- Mécanic Valley (46)
- Castres (filrière automobile)
- Cominges-Couserans (filrière bois-papier 09/31)
- Aéroconstellation
- Tarbes et agglomération

CRAM Midi-Pyrénées

Alors que vont avoir lieu les élections professionnelles, le syndicat cgt s'est trouvé confronté à une question importante, celle du départ en retraite de nombreux militants du syndicat et donc de la nécessité de leur remplacement. Il s'est donc adressé personnellement par lettre à chaque salarié de la cram. (extraits):

" ..A la cgt nous pensons que le syndicat c'est votre affaire. Si nous avons des accords d'entreprise qui ne sont pas trop mauvais dans plusieurs domaines, c'est bien parce que la cgt est là.../. Et nous devons vous dire très sincèrement que les délégués qui vont cesser leur activité à la cram seraient bien tristes de savoir que les acquis qu'ils ont obtenus après de dures luttes parfois, pourraient disparaître faute de forces militantes pour assurer leur maintien... mais leur tristesse, c'est pas bien grave! et c'est leur problème. C'est surtout vous qui en subiriez les conséquences. Rassurez-vous quand même tous les délégués cgt ne partent pas!! Et une partie de la relève est assurée, mais il manque du monde aussi bien pour le comité d'entreprise que pour les délégués du personnel.

Chacun-e devrait aujourd'hui penser à la place qu'il-elle pourrait prendre dans le syndicat.

Nous savons déjà ce que vous pensez, vous concernant "je n'en suis pas capable", "c'est trop dur", "je n'ai pas la foi", "je n'ai pas

le temps", "je tiens à ma carrière".....Pour ces questions nous avons une réponse: c'est ce que nous avons tous pensé avant d'être délégué, et puis le temps à fait le reste!!!

Ce qui est essentiel pour être délégué: c'est vouloir la justice, la rigueur, le respect des accords et des engagements, c'est refuser les magouilles et les compromissions. C'est, ne pas râler en étant spectateur, ne pas subir sans tenter de changer les choses. C'est être soucieux du bien être de tous, sans pour autant faire acte d'abnégation.../... Les nouveaux élus n'arriveront pas dans une structure discréditée et où tout est à faire, mais ils auront malgré tout du boulot. Pour, par exemple, mieux faire reconnaître la technicité et la conscience professionnelle de tous les agents.. / C'est là que la tâche va être dure, mais avec un peu de bonne volonté et en étant nombreux nous pourrons, vous pourrez réussir.../.. Notre intention, vous l'aurez compris, n'est pas de faire du racolage, nous avons simplement voulu vous informer très honnêtement de la façon dont les prochaines élections se présentaient et mettre, un peu chacun devant ses responsabilités.

A la suite de ce courrier, non seulement il y a de nouveaux candidats-es pour les élections mais le syndicat s'est renforcé de 20 nouvelles adhésions !

Indemnisation azf: de nou- veaux résultats



L'ensemble des préjudices doit être intégralement indemnisés...!

Chacun mesure aujourd'hui avec plus de précision les conséquences réelles de la plus grande catastrophe industrielle qu'ait connue notre pays. Au-delà des dégâts matériels, les conséquences sur la santé physique et mentale de nombreux toulousains sont immenses. Si certaines blessures physiques peuvent être évaluées et indemnisées suivant des barèmes déjà établis, les choses se compliquent considérablement lorsqu'il s'agit des blessures psychologiques et elles sont particulièrement nombreuses et parfois graves. De plus des centaines de salariés sont aujourd'hui confrontés aux conséquences économiques pour Toulouse et la région. Avec la complaisance de la plupart des élus locaux, régionaux et nationaux, de nombreuses entreprises se sont délocalisées ou restructurées en mettant en œuvre des plans hypocritement qualifiés de "sociaux" avec leur cortège de licenciements de mutations et toutes leurs conséquences pour la santé et la vie de celles et ceux qui les subissent. Comme si la catastrophe d'AZF n'avait pas suffisamment éprouvé les salariés, le gouvernement RUFFIN met en œuvre, avec un mépris jamais égalé à l'égard des salariés, un véritable plan de régression sociale. Après son passage en force avec la loi sur les retraites, il entend aujourd'hui s'en prendre avec la même férocité à notre système de protection sociale et notamment à l'assurance maladie. Dans le même temps, au nom

de la concurrence il entend saborder l'ensemble des services publics de notre pays. C'est une régression sociale sans précédent qu'il veut mettre en œuvre. Cette situation implique une grande mobilisation des salariés de toutes catégories pour condamner cette stratégie de casse du service public et de désertification industrielle et exiger tant du patronat que des pouvoirs publics la mise en œuvre d'une politique de développement industriel et créatrice d'emplois stables et correctement rémunérés.

Cette mobilisation et cette action unie et solidaire des travailleurs sont d'autant plus urgentes que la désindustrialisation dépasse largement la conséquence directe de la catastrophe d'AZF. Des menaces pèsent sur l'avenir du GIAT mais aussi du Spatial avec ASTRIUM, de l'électronique avec MOTOROLA ainsi que du textile. Dans la construction de la riposte, aucun moyen ne doit être négligé et l'action juridique sans se substituer aux autres formes de lutte doit être pleinement utilisée.

La démarche engagée par la CGT avec l'appui d'un cabinet d'avocat a d'ores et déjà permis d'obtenir le traitement 108 dossiers.

1.144.784 au titre de provisions ou d'indemnités définitives, ont ainsi été obtenus par les victimes.

De très nombreux salariés sont

aujourd'hui confrontés à diverses conséquences de la catastrophe du 21 septembre 2001 : logement détérioré, perte d'emploi, dégradation des conditions de travail, dégradation de la santé physique ou mentale. L'ensemble de ces préjudices doit être intégralement indemnisé.

A cet effet, la CGT est et reste toujours à leur disposition pour mettre en œuvre toutes les actions utiles pour obtenir réparation de ces préjudices. Cette démarche se place bien entendu dans le cadre d'une action solidaire la plus large possible, de nature à exercer la pression suffisante sur les responsables industriels et politiques afin que toutes les dispositions soient également prises pour garantir la sécurité des salariés mais aussi des riverains des sites industriels. Mais c'est aussi et surtout par l'action de masse et collective que les salariés feront entendre et respecter leur point de vue.



● mattéi

Le Ministre de la Santé a engagé un tour de France des régions pour rencontrer les "acteurs du terrain". Sa présence à Toulouse ce 4 mars 2004 lui a permis de réaffirmer la volonté du gouvernement de conduire la réforme, avec un ton qui se voulait rassurant et l'engagement de ne pas toucher aux valeurs qui fondent la Sécu. Pour la délégation du comité régional, à la suite de cette rencontre, plus que jamais nous devons multiplier les initiatives et créer les conditions d'une forte mobilisation pour imposer une réforme de progrès social.

● congrès

L'union départementale des Hautes-Pyrénées tiendra son 37ème congrès les 1er et 2 avril à Tarbes. Un congrès important au cours duquel les militants-es vont procéder au renouvellement de la direction de l'UD.

● andorre

Lors de la rencontre de fin janvier à l'invitation de l'USD'A, de toutes les organisations syndicales membres du CSI, une importante déclaration a été adoptée sous le titre " Manifeste syndical d'ANDORRE". Il pose, notamment vis à vis du gouvernement l'exigence de la reconnaissance et des droits sociaux des travailleurs andorrans.

(le texte intégral disponible au secrétariat régional)

● web

Le site internet du comité régional est réactivé, vos remarques, suggestions sont les bienvenues:

www.cgt-midipyrenees.com

(suite de la page 3)

qui permettent à chacun et chacune de vivre et de travailler où il le désire.../...

NOUS VOULONS UNE VÉRITABLE DECENTRALISATION DEMOCRATIQUE ET CITOYENNE :

Le gouvernement met la touche finale à son projet de décentralisation, par le vote des lois sur les transferts de compétence. Les conseils régionaux vont hériter de nouvelles compétences et voir leur rôle renforcé. Nous sommes opposés à ce projet d'essence libérale qui bouleverse et réorganise, en dehors des principaux intéressés, toute la société. Nous voulons que soit garanti le rôle et les missions, le financement des services publics transférés dans le cadre d'une cohérence nationale, que soit également garanti le statut des personnels, que les emplois créés dans le cadre du développement des besoins, le soient sous statut public. Ces conditions sont de nature à engager le débat pour une véritable rénovation du statut de la Fonction publique en allant vers un statut unique qui assure une continuité et une qualité du service en luttant contre toute forme de précarité ■

Toulouse le 16 janvier 2004

*L'intégralité de la déclaration est disponible au secrétariat régional
(05.61.23.35.52)*

